

Art. 5. Voor het luik bestemd voor de cognitieve psychologie van het kind (20 uren) voor de leerlingen van 10 tot 15 jaar, heeft de bij de module bedoelde opleiding de volgende bijzondere doelstellingen :

— de verschillende stappen kennen van de ontwikkeling van het kind op alle vlakken voor elke leeftijdscategorie afzonderlijk;

— de schoolmotivatie begrijpen;

— het groepsgedrag begrijpen met het oog op een optimaal beheer van de klas;

— de praktijk van de waarneming die tot een diagnose leidt, ontwikkelen.

Art. 6. Voor het luik bestemd voor het onderwezen vak (40 uren) :

— de referentiesystemen in verband met het betrokken onderwijsniveau en het betrokken vak leren kennen;

— het kind of de jonge adolescent gedurende zijn leerproces waarnemen, om gedifferentieerde onderwijspraktijken toe te kunnen passen; de gevolgen van de gedifferentieerde praktijken op het leerproces van de leerlingen meten, door nadenkend te analyseren;

— verschillende instrumenten voor de externe evaluatie (al dan niet bekrachtigd door een getuigschrift) alsook de didactische projecten in verband daarmee ontdekken en gebruiken; leren communiceren over de evaluatie (doelstellingen en resultaten);

— de conceptuele sprongen in het leerproces vaststellen; de mogelijke breekpunten in de leercursus van het kind of de jonge adolescent erkennen en begrijpen; de maatregelen inzake pedagogische continuïteit nemen om het conceptuele leerproces in de hand te werken.

Art. 7. Elk van de twee luiken van de module wordt bekrachtigd door de volgende proeven :

— een onderhoud;

— een schriftelijke proef.

Beide proeven hebben betrekking op de verwerving van de vaardigheden bepaald in de artikelen 24, § 1, en 25, § 3, van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009.

Voor elke proef worden de kandidaten ofwel toegelaten ofwel afgewezen.

Art. 8. Voor de twee luiken van de opleiding wordt een transversaal doel bepaald dat erin bestaat gedurende de opleiding een portfolio te ontwikkelen die als basis dient voor de proef die aanleiding geeft tot de bekrachtiging met een getuigschrift.

Art. 9. De module wordt door het IFC georganiseerd op grond van het opleidingsplan bedoeld in artikel 2, § 3, en bepaald door de artikelen 4 tot en met 7.

Art. 10. De Minister van Leerplichtonderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 februari 2010.

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 1043

[2010/201479]

25 FEVRIER 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la cession gratuite de fruits et légumes aux élèves des établissements scolaires pour leur consommation dans le cadre de la sensibilisation aux bienfaits de ces produits

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, l'article 3, § 1^{er}, 1^o, remplacé par l'article 214, 1^o, de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 17 décembre 2009;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 octobre 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 octobre 2009;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, n° 47.394/4, donné le 2 décembre 2009 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil du 22 octobre 2007 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et disposition spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (règlement "OCM unique"), et modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 13/2009 qui introduit un programme en faveur de la consommation de fruits à l'école au niveau de sa sous-section *Ibis*;

Considérant le Règlement (CE) n° 288/2009 de la Commission du 7 avril 2009 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne l'octroi d'une aide communautaire pour la distribution de fruits et de légumes, de fruits et de légumes transformés et de bananes et de produits qui en sont issus, aux enfants dans les établissements scolaires, dans le cadre d'un programme en faveur de la consommation de fruits à l'école;

Considérant que les élèves doivent pouvoir bénéficier dès cette année scolaire de ce nouveau programme de distribution de fruits et légumes dans les écoles;

Considérant que les établissements scolaires doivent être informés des modalités relatives à la distribution des fruits et légumes;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les aides concernées aux établissements scolaires ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application;

Considérant que pour les établissements scolaires organisés par la Communauté française de Belgique, les établissements scolaires officiels du provincial et du communal ainsi que les établissements scolaires libres subventionnés par la Communauté française de Belgique, la population scolaire correspond, respectivement pour les premier et second semestres de l'année scolaire, à celle relevée lors des comptages annuels des 1^{er} octobre et 15 janvier;

Considérant que pour les établissements scolaires organisés par la Communauté germanophone de Belgique, la population scolaire correspond, respectivement pour les premier et second semestres de l'année scolaire, à celle relevée lors des comptages annuels de septembre et de janvier;

Considérant que pour les établissements scolaires qui ne dépendent pas d'une des instances précitées, il est nécessaire de recueillir dûment l'information relative à la population scolaire avec la structure équivalente;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

Section 1^{re}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1^o "établissement scolaire" : tout établissement d'enseignement fondamental de type primaire;

2^o "Ministre" : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions ou son délégué;

3^o "Règlement" : le Règlement (CE) n^o 288/2009 de la Commission du 7 avril 2009 portant modalités d'application du Règlement (CE) n^o 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne l'octroi d'une aide communautaire pour la distribution de fruits et de légumes, de fruits et de légumes transformés et de bananes et de produits qui en sont issus aux enfants dans les établissements scolaires, dans le cadre d'un programme en faveur de la consommation de fruits à l'école;

4^o "administration" : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, Département des Aides, Direction des Droits et Quotas; îlot Saint-Luc, chaussée de Louvain 14, à 5000 Namur;

<http://agriculture.wallonie.be/>

Section 2. — Conditions de l'aide

Art. 2. Une aide est octroyée pour l'achat des produits inscrits dans la liste trimestrielle, visée par le Ministre, qui sont distribués aux élèves des établissements scolaires. Cette liste est consultable sur la page Internet :

<http://agriculture.wallonie.be/fruitecole>

Art. 3. Conformément à l'article 2 du Règlement, les bénéficiaires de l'aide sont les élèves fréquentant régulièrement un établissement scolaire.

Cette aide doit être utilisée pour assurer des distributions gratuites aux élèves au sein de leur établissement scolaire. Le Ministre détermine le nombre de semaines minimales de participation et le nombre de distributions hebdomadaires. Ces paramètres sont valables au minimum pour une année scolaire.

Conformément à l'article 7, alinéa 2, du Règlement, l'octroi des aides à un établissement scolaire est subordonné au respect des conditions suivantes :

1^o réaliser ou faire réaliser une affiche d'information sur le programme européen de distribution de fruits et légumes à l'école et l'apposer de façon permanente dans l'entrée principale de l'établissement scolaire, à un emplacement où elle est clairement visible et lisible; un exemplaire est fourni par l'administration à l'occasion de la première adhésion de l'établissement scolaire audit programme; un modèle est également disponible sur le site Internet de l'administration :

<http://agriculture.wallonie.be/fruitecole/>

2^o informer les parents de l'organisation de la distribution gratuite de fruits et légumes;

3^o ne demander une aide que pour des produits ouverts à l'octroi de l'aide conformément à l'article 2 du présent arrêté;

4^o contrôler, compléter et signer l'état trimestriel justificatif reprenant les fournitures relatives aux fruits et légumes bénéficiant de l'aide et dont le modèle est établi par l'administration;

5^o communiquer tout changement de demandeur de l'aide, d'adresse, de localisation de distribution, de responsable de l'établissement scolaire ou de signataire autorisé; cette communication doit être réalisée sur le formulaire de modification conformément au modèle fixé par l'administration.

Art. 4. L'aide est composée, à parts égales, du montant de l'aide communautaire et du montant de l'aide octroyée par la Région wallonne.

Elle est plafonnée à un montant, par élève et par année scolaire, défini par le Ministre.

Section 3. — Demande d'agrément

Art. 5. Afin de pouvoir demander l'aide, l'établissement scolaire, établi en Région wallonne, introduit, annuellement, une demande d'agrément auprès de l'administration avant le 30 septembre.

Cependant, pour la première année du programme, c'est-à-dire pour l'année scolaire 2009-2010, la demande d'agrément peut se faire tout au long de l'année.

La demande d'agrément est faite au moyen du formulaire établi par l'administration. Elle est introduite auprès de l'administration dûment complétée, datée et signée. La notification de l'acceptation de cette demande par l'administration vaut agrément.

L'agrément implique l'engagement d'accepter toutes les demandes d'information et/ou de contrôle faites par l'administration dans ce cadre.

En cas d'infraction aux règles du présent arrêté, l'agrément peut être suspendu ou retiré, conformément à l'article 9 du Règlement.

Section 4. — Demande d'aide

Art. 6. Conformément à l'article 10 du Règlement, la demande d'aide porte sur une période de trois mois et est introduite, par l'établissement scolaire, auprès de l'administration au plus tard le dernier jour du troisième mois suivant la fin de la période qui fait l'objet de la demande. Celle-ci est communiquée au moyen du formulaire établi par l'administration. Cette dernière accuse réception de la demande dans les dix jours.

L'aide couvre les achats de produits visés à l'article 2. Seules sont prises en considération pour l'octroi de l'aide les factures émises dans un délai n'excédant pas 6 mois au moment de l'introduction de la demande d'aide.

Dans les trois mois de la réception de la demande d'aide, et après examen du dossier, l'administration effectue le paiement de l'aide ou, à défaut, communique sa décision motivée de non octroi ou d'octroi partiel de l'aide.

Tout demandeur conserve, au minimum pendant trois ans, toutes les pièces justificatives telles que les bons de livraisons, les factures et les déclarations de créance relatives à sa demande d'aide et les tient à la disposition de l'administration.

Le Ministre est autorisé à instaurer un mécanisme d'avance pour le paiement de l'aide.

Section 5. — Recours

Art. 7. § 1^{er}. Un recours contre la décision de l'administration ou la décision censée être arrêtée par l'administration conformément à l'article 6 est ouvert à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt.

Le recours est envoyé, par lettre recommandée avec accusé de réception ou remis contre récépissé, au Ministre, à l'adresse de l'administration, sous peine d'irrecevabilité, dans le mois qui suit la notification de la décision.

Le recours est signé et comprend un exposé des moyens développés par le requérant à l'encontre de la décision. Le requérant y joint une copie de cette décision.

§ 2. Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée.

§ 3. Le Ministre envoie sa décision au requérant dans un délai d'un mois qui court à dater du premier jour qui suit la réception du recours. Simultanément, il envoie une copie à l'administration.

Section 6. — Entrée en vigueur

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} novembre 2009 et s'applique à toute demande introduite à partir du 1^{er} novembre 2009.

Art. 9. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 février 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 1043

[2010/201479]

25. FEBRUAR 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung über die unentgeltliche Abgabe von Früchten und Gemüse an Schüler in Schulen im Hinblick auf deren Verzehr im Rahmen der Sensibilisierung für die positiven Wirkungen dieser Erzeugnisse

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3 § 1 1^o, ersetzt durch Artikel 214, 1^o des Gesetzes vom 29. Dezember 1990 zur Festlegung sozialer Bestimmungen;

Aufgrund der am 17. Juli 2009 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 23. Oktober 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 29. Oktober 2009 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 2. Dezember 2009 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 47.394/4;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates vom 22. Oktober 2007 über eine gemeinsame Organisation der Agrarmärkte und mit Sondervorschriften für bestimmte landwirtschaftliche Erzeugnisse dieses Sektors (Verordnung über die einheitliche GMO), zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 13/2009 zur Einführung eines Schulobstprogramms in ihrem Unterabschnitt IIa;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 288/2009 der Kommission vom 7. Dezember 2009 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates hinsichtlich der Gewährung einer Gemeinschaftsbeihilfe für die Abgabe von Obst und Gemüse, verarbeitetem Obst und Gemüse sowie von Bananenerzeugnissen an Kinder in schulischen Einrichtungen im Rahmen des Schulobstprogramms;

In der Erwägung, dass die Schüler ab diesem Schuljahr die Möglichkeit haben müssen, in den Genuss diesen neuen Programms für die Abgabe von Obst und Gemüse in den Schulen zu gelangen;

In der Erwägung, dass die schulischen Einrichtungen über die Durchführungsbestimmungen für die Abgabe von Obst und Gemüse informiert werden müssen;

In der Erwägung, dass bei Nichteinhaltung der von der Europäischen Regelung auferlegten Fristen, um den Schulen die betroffenen Beihilfen zu zahlen, oder im Falle von Verzögerungen bei der Anwendung der betroffenen Regelungen oder bei falscher Anwendung Geldstrafen vorgesehen sind;

In der Erwägung dass die Schulbevölkerung in den von der Französischen Gemeinschaft Belgiens geführten schulischen Einrichtungen, den offiziellen schulischen Einrichtungen der Provinzen und Gemeinden sowie der freien von der Französischen Gemeinschaft Belgiens subventionierten schulischen Einrichtungen für das erste und das zweite Semester des Schuljahres jeweils der bei den jährlichen Zählungen am 1. Oktober und am 15. Januar festgestellten Schulbevölkerung entspricht;

In der Erwägung dass die Schulbevölkerung in den von der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens geführten schulischen Einrichtungen für das erste und das zweite Semester des Schuljahres jeweils der bei den jährlichen Zählungen im September und im Januar festgestellten Schulbevölkerung entspricht;

In der Erwägung, dass es für die schulischen Einrichtungen, die nicht von einer der vorerwähnten Behörden abhängen, notwendig ist, die Information bezüglich der Schulbevölkerung ordnungsgemäß bei der entsprechenden Struktur einzuholen;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

Abschnitt 1 — Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Schulische Einrichtung": jede Einrichtung des Grundschulwesens vom Typ Primarbereich;

2° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

3° "Verordnung": die Verordnung (EG) Nr. 288/2009 der Kommission vom 7. Dezember 2009 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates hinsichtlich der Gewährung einer Gemeinschaftsbeihilfe für die Abgabe von Obst und Gemüse, verarbeitetem Obst und Gemüse sowie von Bananenerzeugnissen an Kinder in schulischen Einrichtungen im Rahmen des Schulobstprogramms;

4° "Verwaltung": die operative Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, Abteilung Beihilfen, Direktion der Rechte und der Quoten, îlot Saint-Luc, chaussée de Louvain 14, à 5000 Namur,

<http://agriculture.wallonie.be/>

Abschnitt 2 — Bedingungen für die Gewährung der Beihilfe

Art. 2 - Für den Ankauf von Erzeugnissen, die in das alle drei Monate erstellte und vom Minister unterzeichnete Verzeichnis eingetragen sind und die an die Schüler der schulischen Einrichtungen verteilt werden, wird eine Beihilfe gewährt. Dieses Verzeichnis ist auf der Webseite

<http://agriculture.wallonie.be/fruitecole> einzusehen.

Art. 3 - Gemäß Artikel 2 der Verordnung sind die Begünstigten der Beihilfe die Kinder, die regelmäßig eine schulische Einrichtung besuchen.

Diese Beihilfe muss dazu dienen, die unentgeltliche Abgabe an Kinder innerhalb ihrer schulischen Einrichtung zu gewährleisten. Der Minister legt die Mindestanzahl Wochen für die Teilnahme sowie die Anzahl der wöchentlichen Abgaben fest. Diese Parameter gelten wenigstens für ein Schuljahr.

Gemäß Artikel 7 Absatz 2 der Verordnung setzt die Gewährung von Beihilfen zugunsten einer schulischen Einrichtung die Beachtung der folgenden Bedingungen voraus:

1° ein Poster zur Information über das europäische Schulobstprogramm anfertigen oder anfertigen lassen und es deutlich sichtbar und lesbar dauerhaft am Haupteingang der teilnehmenden schulischen Einrichtung anbringen; ein Exemplar wird von der Verwaltung zur Verfügung gestellt anlässlich der ersten Teilnahme der schulischen Einrichtung an dem genannten Programm; ein Muster ist zudem auf den Webseiten der Verwaltung verfügbar:

<http://agriculture.wallonie.be/fruitecole/>

2° die Eltern über die Durchführung der unentgeltlichen Abgabe von Früchten und Gemüse informieren;

3° nur für jene Erzeugnisse, die laut Artikel des vorliegenden Erlasses für die Gewährung der Beihilfe in Frage kommen, die Beihilfe beantragen;

4° das alle drei Monate zu erstellende Verzeichnis zur Rechtfertigung der Lieferungen von Früchten und Gemüse, für die eine Beihilfe gewährt wird, überwachen, ausfüllen und unterzeichnen und zwar nach dem von der Verwaltung ausgefertigtem Muster;

5° jede Änderung im Zusammenhang mit dem Antragsteller, der Anschrift, der Lokalisierung der Abgabe, dem Verantwortlichen der schulischen Einrichtung oder dem befugten Unterzeichneten mitteilen, diese Mitteilung muss auf dem Änderungsformular nach dem von der Verwaltung festgelegten Muster erfolgen.

Art. 4 - Die Beihilfe besteht zu gleichen Teilen aus dem Betrag der gemeinschaftlichen Beihilfe und dem von der Wallonischen Region gewährten Betrag.

Sie wird auf einen Betrag pro Schüler und Schuljahr begrenzt, der von dem Minister festgelegt wird.

Abschnitt 3 — Zulassungsantrag

Art. 5 - Um die Beihilfe beantragen zu können, muss die schulische Einrichtung, die sich auf dem Gebiet der wallonischen Region befindet, vor dem 30. September bei der Verwaltung einen Zulassungsantrag einreichen.

Für das erste Jahr des Schulobstprogramms, d.h. für das Schuljahr 2009-2010, kann der Zulassungsantrag jedoch während des gesamten Jahres gestellt werden.

Der Zulassungsantrag wird anhand des von der Verwaltung ausgearbeiteten Formulars eingereicht. Er wird ordnungsgemäß ausgefüllt, datiert und unterzeichnet bei der Verwaltung eingereicht. Die Mitteilung der Genehmigung durch die Verwaltung gilt als Zulassung.

Die Zulassung setzt die Verpflichtung voraus, allen diesbezüglichen Aufforderungen nach Informationen und/oder Kontrollen der Verwaltung Folge zu leisten.

Im Falle eines Verstoßes gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses kann die Zulassung gemäß Artikel 9 der Verordnung ausgesetzt oder entzogen werden.

Abschnitt 4 — Beihilfeanträge

Art. 6 - Gemäß Artikel 10 der Verordnung bezieht sich der Beihilfeantrag auf einen Zeitraum von drei Monaten und wird von der schulischen Einrichtung spätestens am letzten Tag des dritten Monats nach dem Ende des Zeitraums, der Gegenstand des Antrags ist, bei der Verwaltung eingereicht. Dieser Antrag wird anhand des von der Verwaltung ausgearbeiteten Formulars eingereicht. Die Verwaltung bestätigt den Empfang innerhalb von zehn Tagen.

Die Beihilfe betrifft den Ankauf der in Artikel 2 angeführten Erzeugnisse. Nur die Rechnungen, die zum Zeitpunkt des Einreichens des Beihilfeantrags innerhalb einer Frist von maximal sechs Monaten ausgestellt worden sind, werden für die Gewährung der Beihilfe berücksichtigt.

Innerhalb von drei Monaten nach Eingang des Beihilfeantrags und nach Prüfung der Akte geht die Verwaltung entweder zur Zahlung der Beihilfe über, oder sie teilt dem Antragsteller in einem begründeten Beschluss mit, dass die Beihilfe vollständig oder teilweise verweigert wurde.

Jeder Antragsteller bewahrt während wenigstens drei Jahren alle Belege auf und hält sie der Verwaltung zur Verfügung. Zu diesen Belegen gehören Lieferscheine, Rechnungen und Schuldforderungen im Zusammenhang mit dem Beihilfeantrag.

Der Minister ist befugt, ein Verfahren einzurichten, im Rahmen dessen die Zahlung der Beihilfe vorab erfolgen kann.

Abschnitt 5 — Beschwerde

Art. 7 - § 1 - Jede natürliche oder juristische Person, die ein Interesse geltend machen kann, ist berechtigt, einen Beschwerde einzureichen gegen den Beschluss der Verwaltung oder gegen den Beschluss der gemäß Artikel 6 als Beschluss der Verwaltung betrachtet wird.

Diese an den Minister gerichtete Beschwerde wird entweder per Einschreiben mit Rückschein an die Anschrift der Verwaltung übermittelt oder dort gegen Empfangsbestätigung abgegeben, und dies unter Androhung der Nichtigkeit innerhalb eines Monats nach der Mitteilung des Beschlusses.

Die Beschwerde wird unterzeichnet. Sie umfasst die Erläuterung der Mittel, die der Beschwerdeführer gegen den Beschluss vorbringt. Der Beschwerdeführer fügt seiner Beschwerde eine Kopie des besagten Beschlusses bei.

§ 2 - Die Beschwerde führt nicht zur Aussetzung des angefochtenen Beschlusses.

§ 3 - Der Minister übermittelt dem Beschwerdeführer seinen Beschluss innerhalb eines Monats ab dem ersten Tag nach der Zustellung der Beschwerde. Gleichzeitig übermittelt er der Verwaltung eine Abschrift.

Abschnitt 6 — Inkrafttreten

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. November in Kraft und ist anwendbar auf jeden ab dem 1. November 2009 eingereichten Antrag.

Art. 9 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Februar 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,
Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 1043

[2010/201479]

25 FEBRUARI 2010. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de gratis verstrekking van fruit en groenten aan leerlingen van onderwijsinstellingen voor eigen consumptie in het kader van de sensibilisering voor de weldaden van deze producten

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1^o, vervangen bij artikel 214, 1^o, van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 17 december 2009;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 oktober 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 oktober 2009;

Gelet op advies nr. 47.394/4 van de Raad van State, gegeven op 2 december 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad van 22 oktober 2007 houdende een gemeenschappelijke ordening van de landbouwmarkten en specifieke bepalingen voor een aantal landbouwproducten ("Integrale-GMO-verordening"), en laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 13/2009 die in zijn subsectie II*bis* een schoolfruitregeling voorziet;

Gelet op Verordening (EG) nr. 288/2009 van de Commissie van 7 april 2009 houdende bepalingen voor de uitvoering van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad ten aanzien van de toekenning, in het kader van een schoolfruitregeling, van communautaire steun voor de verstrekking van groente- en fruitproducten, verwerkte groenten- en fruitproducten en banaanproducten aan kinderen in onderwijsinstellingen;

Overwegende dat de leerlingen reeds vanaf dit schooljaar moeten kunnen genieten van deze nieuwe regeling betreffende de verstrekking van fruit en groenten in de scholen;

Overwegende dat de onderwijsinstellingen over de modaliteiten i.v.m. de verstrekking van fruit en groenten ingelicht dienen te worden;

Overwegende dat er in boetes voorzien is in geval van niet-naleving van de termijnen die bij de Europese regelgeving opgelegd zijn om de betrokken steun te storten aan de onderwijsinstellingen of bij vertraging in de tenuitvoerlegging van de betrokken regelgevingen of bij slechte uitvoering;

Overwegende dat voor de onderwijsinstellingen die ingericht worden door de Franse Gemeenschap van België, de officiële provinciale en gemeentelijke onderwijsinstellingen, alsook de vrije onderwijsinstellingen die gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap van België, de schoolbevolking, respectievelijk voor het eerste en het tweede semester van het schooljaar, overeenkomt met de vaststellingen tijdens de jaarlijkse tellingen op 1 oktober en 15 januari;

Overwegende dat voor de onderwijsinstellingen die ingericht worden door de Duitstalige Gemeenschap van België, de schoolbevolking, respectievelijk voor het eerste en het tweede semester van het schooljaar, overeenkomt met de vaststellingen tijdens de jaarlijkse tellingen in september en januari;

Overwegende dat voor de onderwijsinstelling die niet afhangen van één van de bovenvermelde instanties, het nodig is de informatie i.v.m. de schoolbevolking met dezelfde structuur behoorlijk in te winnen;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

Afdeling 1. — Begripsomschrijvingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "onderwijsinstelling" : elke instelling van het lager basisonderwijs;

2° "Minister" : de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft, of diens afgevaardigde;

3° "Verordening" : Verordening (EG) nr. 288/2009 van de Commissie van 7 april 2009 houdende bepalingen voor de uitvoering van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad ten aanzien van de toekenning, in het kader van een schoolfruitregeling, van communautaire steun voor de versterking van groente- en fruitproducten, verwerkte groente- en fruitproducten en banaanproducten aan kinderen in onderwijsinstellingen;

4° "administratie" : het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, Departement Steun, Directie Rechten en Quota's, îlot Saint-Luc, chaussée de Louvain 14, te 5000 Namen;

<http://agriculture.wallonie.be/>

Afdeling 2. — Voorwaarden voor de verlening van de steun

Art. 2. Er wordt steun verleend voor de aankoop van de producten opgenomen in de driemaandelijkse lijst, met visum van de Minister, die aan de leerlingen van de onderwijsinstellingen worden verstrekt. Deze lijst kan ingekeken worden op de Website :

<http://agriculture.wallonie.be/fruitecole>

Art. 3. Overeenkomstig artikel 2 van de Verordening is de steun bestemd voor de leerlingen die regelmatig aanwezig zijn in een onderwijsinstelling.

Deze steun wordt gebruikt voor de gratis verstrekking aan leerlingen in de onderwijsinstellingen. De Minister bepaalt het minimum aantal weken van de deelname en het aantal wekelijkse verstrekkingen. Deze parameters zijn minstens voor één schooljaar geldig.

Overeenkomstig artikel 7, tweede lid, van de Verordening wordt de steun aan een onderwijsinstelling verleend onder de volgende voorwaarden :

1° een informatieaffiche over het Europese programma voor de verstrekking van fruit en groenten in de scholen opmaken of laten opmaken en ze permanent plaatsen aan de hoofdingang van de onderwijsinstelling op een plaats waar ze duidelijk zichtbaar en leesbaar is; een exemplaar wordt door de administratie verstrekt ter gelegenheid van de eerste toetreding van de schoolinrichting tot dit programma; een model is ook beschikbaar op de website van de administratie :

<http://agriculture.wallonie.be/fruitecole/>

2° de ouders op de hoogte te brengen van de gratis verstrekking van fruit en groenten;

3° alleen steun vragen voor producten die overeenkomstig artikel 2 van dit besluit gesteund kunnen worden;

4° de driemaandelijkse verantwoordingsstaat nakijken, aanvullen en ondertekenen, waarop de leveringen van fruit en groenten die steun krijgen, worden vermeld. Het model van deze verantwoordingsstaat wordt door de administratie opgesteld;

5° alle wijzigingen meedelen die betrekking hebben op de steunaanvrager, het adres, de plaats van verstrekking, de verantwoordelijke van de onderwijsinstelling of de gemachtigde ondertekenaar; deze mededeling gebeurt via een wijzigingsformulier overeenkomstig het model bepaald door de administratie.

Art. 4. De steun bestaat, in gelijke delen, uit het bedrag van de communautaire steun en het bedrag van de steun toegekend door het Waalse Gewest.

De steun wordt per leerling en per schooljaar begrensd tot een bedrag dat door de Minister vastgesteld is.

Afdeling 3. — Erkenningsaanvraag

Art. 5. Om steun te kunnen aanvragen, dient de onderwijsinstelling, gevestigd in het Waalse Gewest, jaarlijks, vóór 30 september, een erkenningsaanvraag in bij de administratie.

Voor het eerste jaar van deze regeling, d.w.z. voor het schooljaar 2009-2010, kan de erkenningsaanvraag echter gedurende het hele jaar worden ingediend.

De erkenningsaanvraag wordt ingediend door middel van het formulier opgesteld door de administratie. Deze aanvraag, behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend, wordt bij de administratie ingediend. De kennisgeving van de aanvaarding van de aanvraag door de administratie geldt als erkenning.

De erkenning impliceert de verbintenis om elke vraag om informatie en/of controle vanwege de administratie in dit kader te aanvaarden.

Bij overtreding van de regels van dit besluit kan de erkenning geschorst of ingetrokken worden, overeenkomstig artikel 9 van de Verordening.

Afdeling 4. — Steunaanvraag

Art. 6. Overeenkomstig artikel 10 van de Verordening heeft de steunaanvraag betrekking op een periode van drie maanden en wordt ze ingediend door de onderwijsinstelling bij de administratie uiterlijk op de laatste dag van de derde maand na de periode waarop zij betrekking heeft. De steunaanvraag wordt ingediend door middel van het formulier opgesteld door de administratie. De administratie bericht ontvangst van de aanvraag binnen tien dagen.

De steun dekt de aankoop van de producten bedoeld in artikel 2. Komen uitsluitend in aanmerking voor de toekenning van de steun, de facturen die binnen een termijn van niet langer dan zes maanden zijn uitgeschreven op het tijdstip van de indiening van de steunaanvraag.

Binnen drie maanden na ontvangst van de steunaanvraag en na onderzoek van het dossier, betaalt de administratie de steun of, bij gebrek, deelt haar gemotiveerde beslissing mee van niet verlening of gedeeltelijke verlening van de steun.

Elke aanvrager moet tijdens minimum drie jaar alle bewijsstukken bijhouden, zoals de leveringsbons, de facturen en de schuldvorderingen in verband met de steunaanvraag en legt ze ter inzage van de administratie.

De Minister is gemachtigd een voorschotsregeling op te stellen voor de betaling van de steun.

Afdeling 5. — Beroep

Art. 7. § 1. Elke belangstellende natuurlijke of rechtspersoon kan een beroep instellen tegen de beslissingen van de administratie of tegen de beslissing die geacht wordt, overeenkomstig artikel 6, door de administratie te zijn genomen.

Het beroep wordt, op straffe van onontvankelijkheid, bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht of tegen ontvangstbewijs aan de Minister gericht, op het adres van de administratie, binnen de maand volgend op de kennisgeving van de beslissing.

Het beroep wordt ondertekend en gaat vergezeld van een overzicht van de middelen aangevoerd door de verzoeker tegen de beslissing. De verzoeker voegt er een afschrift van de beslissing bij.

§ 2. Het beroep schorst de aangevochten beslissing niet.

§ 3. De Minister stuurt zijn beslissing naar de verzoeker binnen een termijn van één maand die ingaat te rekenen van de eerste dag na ontvangst van het beroep. Gelijktijdig stuurt hij een afschrift naar de administratie.

Afdeling 6. — Inwerkingtreding

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 november 2009 en is van toepassing op elke aanvraag die vanaf 1 november 2009 wordt ingediend.

Art. 9. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 februari 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN